

Cet ouvrage invite en premier lieu à une réflexion critique sur les représentations et les catégories imaginaires qui organisent le discours politique et les actes administratifs dont les migrants font l'objet en Europe. Au-delà d'une dénonciation un peu simpliste du sectarisme ou du racisme des politiques, il revient aujourd'hui aux sciences sociales d'engager un travail critique de fond sur la manière dont les politiques européennes traitent des dynamiques migratoires sous l'angle exclusif d'un problème social et d'une menace.

Plus fondamentalement, par la description fine des nouvelles routes migratoires et des conditions de vie des migrants transméditerranéens, cet ouvrage met en évidence la complexité des formes de mobilités et de déplacement de part et d'autre des deux rives, et l'écart qui sépare aujourd'hui la réalité de la « condition migrante » et la représentation dont elle fait l'objet en Europe.

C'est une des premières fois en français qu'un ouvrage traite à la fois ce qu'on appelle la « culture » des migrants et leur situation dans les principaux pays européens et aux États-Unis. En offrant une grille d'interprétation pluridisciplinaire, ce livre propose ainsi un instrument particulièrement riche aux travailleurs sociaux, aux éducateurs, aux enseignants, aux professionnels de la police, de la justice et des collectivités locales, aux journalistes et, bien sûr, aux étudiants ainsi qu'aux chercheurs.

Publié aussi en italien, anglais et espagnol, ce livre est le fruit de plusieurs années de recherches dans le cadre de différents projets européens. Il se veut un hommage aux victimes de la guerre des migrations.

Salvatore Palidda est professeur de sociologie à la faculté des Sciences de l'éducation de l'Université de Gênes. Il a dirigé des projets de recherche européens et est l'auteur de nombreux ouvrages.



9 782811 104054

ISBN : 978-2-8111-0405-4

hommes et sociétés

Salvatore Palidda (dir.)

Migrations critiques



KARTHALA

Salvatore Palidda (dir.)

Migrations critiques

Repenser les migrations
comme mobilités humaines en Méditerranée



KARTHALA

Table des matières

Avant-propos	5
Salvatore PALIDDA	
Introduction	7
Salvatore PALIDDA	

PREMIÈRE PARTIE

LA RACIALISATION À TRAVERS LE DISCOURS SUR LES « CULTURES »

1. Existe-t-il vraiment des conflits entre les cultures? Une réflexion historico-méthodologique	13
Alessandro DAL LAGO	
2. Le discours interculturel. Caractères de genre et effets de pouvoir	47
Walter BARONI	
3. User du genre pour faire la différence? La doctrine des délits culturels et de la défense culturelle	71
Fabienne BRION	
4. Les médias et la guerre aux migrations	85
Marcello MANERI	

DEUXIÈME PARTIE

LA SCIENCE NÉO-LIBÉRALE DES MIGRATIONS

- 5. Sur la construction de la science néo-libérale des migrations** 111
Salvatore PALIDDA
- 6. Les études sur les migrations en Espagne. Bilan et réflexions** 117
Manuel DELGADO
- 7. Le soupçon migratoire. Organisation sociale et traitement politique du travail saisonnier des ouvrières marocaines en Espagne** 131
Ahlame RAHMI
- 8. Migration, service domestique et rapports sociaux de sexe. Qu'en est-il des hommes dans la division internationale du « care » ?** 143
Francesca SCRINZI
- 9. Un ancrage discret. L'établissement des migrations subsahariennes dans la capitale marocaine** 153
Jean-Louis EDOGUÉ NTANG – Michel PERALDI

TROISIÈME PARTIE

LA CRIMINALISATION RACISTE
DES ROMS ET DES MIGRANTS

- 10. La criminalisation raciste au début du XXI^e siècle** 177
Salvatore PALIDDA
- 11. Du pareil au même. Faits et commentaires sur les débarquements italiens en Tunisie au début du XX^e siècle** 195
Silvia FINZI

12. Les Roms dans l'Europe néo-libérale. Anti-tziganisme, pauvreté et limites de l'ethnopolitique.....	203
Nando SIGONA	
13. L'expérience pénale américaine	217
Alessandro de GIORGI	
14. La route du profilage racial a été pavée par des immigrants	227
Bernard E. HARCOURT	
15. Grande-Bretagne : gouverner à travers le contrôle des migrations	245
Mary BOSWORTH – Mhairi GUILD	
16. La punition des mineurs : le paradigme du cas anglais.....	259
Yasha MACCANICO	
17. Criminalisation et victimation des immigrés en Allemagne ...	271
Hans-Jörg ALBRECHT	
18. L'immigré comme catégorie à risque dans le système pénal espagnol	289
José Ángel BRANDARIZ GARCÍA – Cristina FERNÁNDEZ BESSA	
19. Délinquance, victimation, criminalisation et traitement pénal des étrangers en France.....	303
Laurent MUCCHIELLI, Sophie NÉVANEN	
20. Le <i>crime deal</i> à l'italienne.....	329
Salvatore PALIDDA	
21. La guerre au terrorisme global dans les pratiques judiciaires	343
Gabriella PETTI	

Conclusion	363
Bibliographie	365
Les auteurs	407

MIGRATIONS CRITIQUES

Cet ouvrage est publié avec la contribution financière du projet du network européen d'excellence Ramses2 (fp6), à travers le Centre Jacques Berque de Rabat, et du Département de Sciences anthropologiques de l'Université de Gênes.

KARTHALA sur internet: <http://www.karthala.com>
(paiement sécurisé)

Couverture : Affiche de la Révolution française : « Passans cette terre est libre » est écrit sur l'arbre de la liberté sur la Moselle, d'après une aquarelle peinte par Goethe en 1792. « ... Les montagnes et les rivières sont muettes, on voit apparaître des signes inscrivant dans les paysages des frontières idéologiques & symboliques » (d'après une copie de l'affiche propriété de Palidda).

Éditions Karthala, 2011
ISBN : 978-2-8111-0405-4

SOUS LA DIRECTION DE
Salvatore Palidda

Migrations critiques

**Repenser les migrations
comme mobilités humaines en Europe**

Avec les contributions de :

Albrecht, Baroni, Bosworth, Brandariz-García, Brion, Dal Lago, De Giorgi,
Delgado Ruiz, Edogué Ntang, Fernández-Bessa, Finzi, Guild, Harcourt,
Maccanico, Maneri, Mucchielli, Névanen, Palidda, Peraldi, Petti, Rahmi,
Sigona, Scrinzi

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris



Avant-propos

S. PALIDDA

Cet ouvrage a été bouclé avant l'éclatement des révolutions en Tunisie, Égypte, Libye et ailleurs. Nous nous réjouissons de ces soulèvements populaires car leurs causes et raisons se résument dans la nécessité de stopper l'hyper-exploitation, les vexations, les humiliations et les violences continues que les régimes mafieux de ces pays ont imposé à leurs populations depuis des décennies, avec le soutien des pays riches et en particulier des firmes européennes qui y ont délocalisé leurs activités. C'est fuyant ces régimes que des millions de femmes et d'hommes de ces pays ont émigré dans l'espoir d'une émancipation. Mais, dans les pays riches, ils ont souvent trouvé et trouvent encore la négation de cette possibilité, voir même des mécanismes de racialisation déguisée. Les raisons des révolutions récentes sont les mêmes que celles des luttes des sanspapiers et des migrants qui partout réclament les droits fondamentaux et la possibilité de s'émanciper. La négation faite en particulier aux migrants tunisiens de la possibilité de circuler en Europe est le refus de reconnaître que tout changement politique s'accompagne de l'émigration. Encore une fois l'Europe se révèle mesquine, d'autant que l'Égypte et la Tunisie ont accueilli 710 000 personnes qui ont fui la Libye depuis le déclenchement de l'insurrection¹. Encore une fois, le seul espoir semble résider dans une perspective de lutte commune des peuples du monde euro-méditerranéen pour un respect effectif des droits universels de tous les êtres humains qui passe tout d'abord par la liberté de mouvement.

Dans le présent ouvrage sont réunies les contributions – inédites en français – des chercheurs qui ont participé aux activités et workshops de deux projets européens (le network d'excellence Ramses2² et CRIM-

1. Selon les données de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) mises à jour début mai 2011, 710 000 personnes ont fui la Libye depuis les débuts de l'insurrection, dont 339 000 en Tunisie, 262 000 en Égypte (chiffres arrondis). Par comparaison, le nombre des Tunisiens débarqués en Italie depuis décembre 2010 atteint à peine les 10 000 personnes en mai 2011 [www/iom.int/jahia/webdav/shared/shared/.../reports/IOM-sitrep-MENA.pdf].

2. Work Package 3S 3.1 Genoa Ramses2 «Mutations et perspectives des mobilités humaines dans les espaces euro-méditerranéens», WP Leader: Département des Sciences Anthropologiques – Université de Gênes DiSA-Unige – Italie (resp. sc.: Palidda). Project RAMSES 2 (Réseau euro-méditerranéen des centres de recherche en sciences humaines sur

PREV³). Dans cette version ne figurent pas les contributions déjà publiées ou reprises dans des ouvrages en français⁴.

Je remercie tous les collègues et amis qui ont contribué à ce travail qui constitue notre modeste hommage aux victimes de la criminalisation raciste des tsiganes et des migrants.

Un hommage particulier va aux amis qui ne sont plus parmi nous : Abdelmalek Sayad avec qui nous avons réalisé la première recherche sur la criminalisation des migrants dans le cadre d'un projet européen (Migrinf) et l'importance de la déconstruction de la « science de l'immigration » ; Maurizio Catani avec qui j'ai pu découvrir l'extraordinaire richesse de connaissances que peut produire l'ethnographie sociale.

Un merci va aussi à Roberto Bergalli, Didier Bigo, Laurent Bonelli, Vincent Dubois, Didier et Éric Fassin, Sarah Fontaine, Jean-Pierre Garson, Laurent Jeanpierre, Alain Joxe, René Lévy, Mariella Pandolfi, Matteo Sanfilippo, Fulvio Vassallo Paleologo, Jérôme Valluy et encore aux travailleurs sociaux, magistrats et policiers que je ne peux pas nommer.

Enfin ma reconnaissance va à Bessie Leconte qui a traduit en français une partie des contributions et a beaucoup soutenu le travail nécessaire pour réaliser cet ouvrage.

Bien évidemment la responsabilité des erreurs et limites de cette publication n'incombe qu'à moi.

l'aire méditerranéenne Fp6 – Priority 7 – Citizens and Governance in a Knowledge Based Society).

3. CRIMPREV (*Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* – FP6, coord. R. Lévy, GERN).

4. Voir Jérôme Valluy, *Rejet des exilés – Le grand retournement du droit de l'asile*, Éditions Du Croquant, 2009 ; Bernardot, M., *Camps d'étrangers*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008 ; Carolina Kobelinsky et Chowra Makaremi (dir.), *Enfermés dehors – Enquêtes sur le confinement des étrangers*, Éditions Du Croquant, 2009 ; Natalia Delgrande et Marcelo F. Aebi, « Les détenus étrangers en Europe : quelques considérations critiques sur les données disponibles de 1989 à 2006 », *Déviance & Société*, vol.33, 2009, 4, 475-499.

Introduction

S. PALIDDA

Cet ouvrage réunit les contributions – inédites en français – des chercheurs qui ont participé aux activités et workshops de deux projets européens ainsi qu'à d'autres auparavant.

La perspective interprétative et d'analyse que nous aimerions proposer avec cet ouvrage voudrait solliciter l'effort pluridisciplinaire, en particulier la tentative d'articuler diachronie et synchronie, macro et micro, qualitatif et quantitatif et la comparaison. Dans nombre de contributions nous avons privilégié la référence tout d'abord à Foucault mais aussi à Garfinkel, Goffman et H. Becker dans le sens de la déconstruction des discours des pouvoirs, de leurs pratiques et de leur capacité d'être intériorisés par les dominés. Le concept de « discours » ici évoqué fait référence à Michel Foucault (1966, 1969, 1971). Cette acception de « discours » privilégie les structures de sens implicites, indirectes, autoréférentielles, procédurales, qui donc ont tendance à se présenter comme « objectives », « partagées », « nécessaires », « indiscutables », etc. C'est ce genre de discours qui permet la production des « sciences » qui inspirent les pratiques des pouvoirs et de leurs agents.

Dans l'analyse des discours concernant les migrations, on peut trouver à la fois ceux qui sont destinés à la sélection et à l'encadrement (la « gouvernementalité » comme ensemble des pratiques, non nécessairement étatiques, mais aussi intellectuelles, scientifiques, culturelles, etc., qui assurent le gouvernement de la société ou seulement sa gestion éphémère) et ceux qui justifient et orientent les pratiques d'exclusion, de rejet, voire de persécution et de la guerre contre l'ennemi du moment. Autrement dit, on est en face des discours sous-jacents aux pratiques de domination qui oscillent entre le « bâton et la carotte », ou entre le rejet total, la racialisation visant l'infériorisation à l'état de sans-droits, parfois accompagné du prohibitionnisme et de la criminalisation et, de l'autre côté, une assimilation restreinte aux acteurs forts capables d'entrer dans les rangs des pouvoirs ou de ses proches et servants fidèles.

Ainsi, dans les première et deuxième parties de cet ouvrage, nous proposons la description des discours concernant la « culture » des migrants, l'interculturalité et donc la « science » des migrations et, dans la troisième partie, les analyses de la criminalisation raciste des roms et des immigrés dans les principaux pays européens et aussi aux États-Unis.

Dans les discours de la criminalisation raciste des roms et des migrations d'aujourd'hui, celui qui fait figurer les migrants comme les ennemis qui peuvent prendre la place d'autres (les terroristes, les États canailles, les toxicomanes ou les personnes accusées responsables des incivilités urbaines ou des attaques à la morale, au décor et à l'hygiène de la société «postmoderne») apparaît essentiel. En effet, nous pensons qu'il y a un continuum entre la guerre aux États canailles, aux terroristes, aux mafias et celle envers les migrations, même si officiellement on ne parle que de lutte contre les trafiquants, les immigrés délinquants ou les «clandestins». Tout comme aujourd'hui les pays dominants pratiquent la guerre au nom de la démocratie, de l'humanitarisme et d'autres oxymores «post-modernes», ils pratiquent aussi la guerre aux migrations, parfois au nom de la protection des victimes de la «traite des êtres humains». Comme on peut le dire en accord avec Sayad (1999) et d'autres, l'objectif de cette guerre n'est pas seulement la négation de l'émancipation des migrants pour les contraindre au néo-esclavagisme; force est de constater que sur les migrations on expérimente ce qu'ensuite les pouvoirs cherchent à appliquer à tous les sujets qui ne correspondent pas ou ne s'adaptent pas au profil que l'on prétend conforme à la société contemporaine. Ainsi, la condition de l'irrégulier, superexploité dans les économies souterraines et constamment menacé d'expulsion par des normes et des pratiques policières qui le traitent comme un délinquant, va de pair avec celle du national, lui aussi superexploité et sans possibilités de tutelle¹.

C'est précisément ceci qui nous conduit à affirmer que l'on est en face d'un «fait politique total» car il contribue à forger la société contemporaine tout comme la guerre reléguée dans les pays lointains de l'Europe «pacifiée». De ce fait, la conception de la citoyenneté et donc de l'inclusion et de l'exclusion se configure comme antithétique à l'égalité entre tous les êtres humains et devient une pratique violente d'infériorisation du plus faible. Le message que cette représentation de la citoyenneté européenne véhicule incite concrètement à la racialisation de l'autre et même du national plus faible comme accès aux privilèges réels ou imaginaires (ou comme une sorte d'exorcisme contre le risque de sombrer dans les rangs des sans-droits, pauvres et hyper-exploités).

Comme le suggère Foucault, la guerre est un instrument régulateur des rapports de pouvoir dans n'importe quelle société, à l'intérieur et à l'extérieur². Dans les sociétés développées, le discours de la guerre s'articule dans des pratiques assez complexes qui finissent par rendre «évidente», «habituelle», «normale» la militarisation des relations sociales. Après le 11 septembre 2001, le discours de la guerre à l'intérieur de nos sociétés est décliné surtout en termes de *sécurité*: contrôle des immigrés, exclusion des garanties juridiques pour certaines catégories d'«ennemis», limitation des libertés pour une partie des nationaux eux-mêmes. Ce sont les

1. Voir récemment Sassen (2010).

2. Voir «Introduction» dans Dal Lago, Palidda (éd.), 2010.

conséquences les plus visibles. Mais le discours militaro-politique dans la société est beaucoup plus envahissant, capillaire, «microphysique», comme aurait dit Foucault. C'est alors qu'il apparaît plausible de penser que l'on est en face d'une sorte de continuum entre guerre aux États canailles, aux terrorismes, aux migrations, aux insécurités et incivilités urbaines³. Un continuum qui apparaît bien comme le fait le plus marquant dans les changements qui se sont succédé avec la «seconde grande transformation» à l'échelle globale (depuis la fin des années 1970). Alors, sommes-nous dans un contexte où les ennemis ne sont pas des adversaires politiques mais des sortes de nouveaux «dangers biologiques»? Le racisme est-il une «condition d'acceptabilité de la mise à mort» non pas comme disait Foucault «dans une société de normalisation», mais plutôt dans le contexte de guerres permanentes alternées à des trêves éphémères?

Selon Jonathan Simon, on est dans le cadre du «gouvernement de la peur» ou «à travers la criminalité», voire dans le cadre du «crime deal». Autrement dit, le triomphe de la révolution néo-conservatrice nous a conduits au passage du *new deal* à une pratique de gestion de la société qui tend souvent à adopter des modalités violentes, qui cherche à produire profit et qui ne s'intéresse guère à produire stabilité, paix sociale, progrès, développement démocratique et donc intégration régulière et pacifique

3. Parmi les conséquences plus ignobles du prohibitionnisme pratiqué par les pays de l'Union européenne, rappelons la négation de l'asile aux réfugiés afghans, irakiens, palestiniens, soudanais, éthiopiens et autres venant de pays affligés par les guerres. Des milliers de personnes qui fuient pour éviter d'être massacrés par les talibans ou les seigneurs de la guerre et qui risquent leur vie pour arriver en Europe sont traités comme de vulgaires clandestins-délinquants, ils sont internés et destinés à la déportation... là d'où ils ont fui et où nos pays démocratiques font la guerre pour la démocratie et les droits humains. Tous les pays de l'OTAN continuent à augmenter les dépenses militaires. Selon le SIPRY Yearbook de 2010 (192) [<http://www.sipri.org/search?SearchText=Yearbook+2010>], en Europe, les dépenses militaires et pour les armements en 2009 ont atteint 386 milliards de dollars, avec une augmentation de 2,7% en termes réels par rapport à 2008. L'Allemagne a consacré 570 millions d'euros aux opérations en Afghanistan en 2009, la France 330 millions et l'Italie 242 millions pour les premiers 6 mois. Remarquons aussi que, dans le débat sur les mesures contre la crise économique qui a explosé en 2008 à cause des spéculations financières, aucun gouvernement et aucune opposition parlementaire des pays dits démocratiques n'ont mentionné la possibilité de réduire les dépenses militaires. Toutes les mesures prises sont au dépend des travailleurs et ont favorisé les banques et les entreprises. Il est aussi connu que la crise provoque une augmentation des économies souterraines et donc sera payée tout d'abord par les travailleurs immigrés irréguliers et réguliers et par les nationaux les plus faibles. Comme le remarquent deux célèbres économistes, Guido Rossi et Richard Posner, le caractère dramatique de la situation actuelle est évident: le staff des hautes autorités et les experts des plus importants gouvernements (y compris l'administration Obama) sont les mêmes qui ont monté les plus grandes spéculations financières et sont proches des lobbies militaires et pétroliers. À noter aussi l'augmentation des fonds destinés au «contraste» de l'immigration illégale... avec l'argent qui devrait être destiné à l'intégration qui par ailleurs provient de cotisations des immigrés réguliers (voir Palidda, 2008a; 2009a; de Blic, 2007). Selon les estimations de 2009, la contribution des immigrés réguliers et irréguliers au PNB dans les pays d'immigration relativement récente comme l'Italie dépasse 15%.

des immigrés et de la société dans son ensemble. Bref, une gestion de la société qui poursuit le seul objectif de la prospérité *hic et nunc* au bénéfice des sujets sociaux plus forts et aux dépens de la postérité, c'est-à-dire du futur (il est emblématique que les jeunes issus des couches les moins favorisées finissent par être traités de « racaille », voire de « postérité inopportune »)⁴.

Or, la révolution néo-libérale semble avoir épuisé son succès. Son épilogue met de plus en plus ses paradoxes à nu, ses apories et faillites et l'urgence d'ajustements qui renvoient aux expériences passées ou à la recherche de solutions plus équilibrées dans tous les domaines (guerre et diplomatie, tolérance zéro et traitement social, sécurité et liberté : les déséquilibres correspondent à l'asymétrie de pouvoir, de force et de richesse, entre privé et public, problèmes du développement durable, etc).

C'est pourquoi il nous apparaît important de nous pencher sur la description analytique des processus en cours comme jeux continus des interactions entre opposés (conflits et médiations, autoritarisme et démocratie, discriminations et égalité des chances, intégrismes et tolérance, racisme et antiracisme, universalisme des droits et émergence d'une « humanité en excès », etc.). Bien que la conjoncture économique, sociale et politique actuelle incite au pessimisme, il y a quand même des résistances peut-être encore trop faibles, épisodiques et très coûteuses, car l'aspiration à l'émancipation ne peut jamais être supprimée. Malgré l'acharnement contre eux, malgré les énormes coûts humains et matériels, force est de constater que les immigrés qui parviennent à gagner un peu de stabilisation régulière et pacifique continuent d'augmenter. De même, les résistances de la part de nationaux et d'immigrés, les mobilisations des migrants et leurs participation aux luttes syndicales ont acquis de plus en plus d'importance⁵. Dans les rangs des polices et des différentes administrations nationales et locales – bien qu'encore minoritaires – ceux qui constatent que la guerre aux migrations est une aberration par ailleurs insoutenable sont de plus en plus nombreux.

4. Je fais ici une re-élaboration des considérations proposées par Sayad dans sa conférence « L'immigration comme objet d'étude » au séminaire que j'avais organisé à l'Institut Universitaire Européen sur « Sciences Humaines et Migrations », octobre-janvier 1992-1993 (voir Palidda, 2008a). Sur la criminalisation des jeunes qui figurent comme « postérité inopportune », voir entre autres Mucchielli (2002); Castel (2007); Mauger (2006); Jobard (2006a, 2006b); Lagrange, Oberti (dir. 2006).

5. Il suffit de songer au succès des grandes mobilisations des sans papiers aux États-Unis comme en Europe, à la mobilisation du « 1^{er} Mars » et à celles des intellectuels en France (voir l'excellente vidéo « Ulysse Clandestin »).